

Résumé régional

Contexte

Au Sahel, les régions affectées par l'insécurité sont marquées par une crise de protection sévère. La violence et les attaques contre les civils exposent les communautés, populations déplacées et hôtes, à de graves risques de protection.

Dans le Sahel central, de nombreux groupes armés non-étatiques (GANE) continuent d'opérer. Le conflit s'est intensifié et étendu vers de nouvelles zones, et les conséquences sur la population civile sont catastrophiques. Le nombre de personnes tuées a presque doublé en 2022, et cette tendance se poursuit avec 1 796 victimes en janvier et février en 2023 – déjà 408 plus que sur la même période en 2022. La violence armée s'est rapidement étendue dans les provinces au sud-ouest et l'est du Burkina Faso, et les effets de spill-over dans les pays côtiers (Bénin, Côte d'Ivoire, Ghana et Togo) se sont accentués. Environ 30 000 personnes ont déjà fui le Burkina Faso vers le sud, plus de la moitié depuis le début de l'année. A cette cadence, 100 000 réfugiés de plus devraient arriver dans les six prochains mois. Au Tchad, la région du Lac reste marquée par l'insécurité et une extension du conflit vers les espaces urbains.

Dans les quatre pays, plus de 9 millions de personnes feront face à la faim en 2023. La crise alimentaire sans précédent est exacerbée par une crise économique persistante et l'inflation des prix des denrées, du carburant et des engrais.

Situation de protection

Deux éléments demeurent au cœur des préoccupations en matière de protection :

- La volatilité des hostilités et les violences perpétrées principalement par des groupes armés non étatiques (GANE) compromettant sévèrement l'accès aux droits fondamentaux et la protection
- L'incapacité des communautés à s'adapter à une situation de crise et subvenir à leurs besoins vitaux, et le recours aux mécanismes d'adaptation négatifs.

Ces facteurs liés impactent négativement la liberté de mouvement, le respect des droits fondamentaux et les moyens de subsistance. L'extension et l'intensification des conflits, corrélées à la crise alimentaire et nutritionnelle et aux difficultés grandissantes de l'accès humanitaire, créent les conditions d'une crise de protection aiguë et susceptible de se détériorer.

Chiffres clés



41% Sentiment d'insécurité



32% d'enfants sans accès à l'école primaire



17% Viol comme principal incident VBG

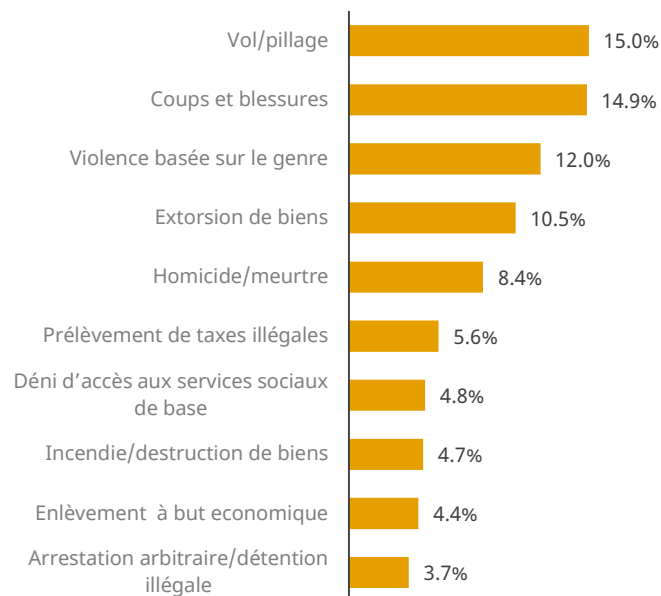


24% Tensions liées au logement/terre/propriété

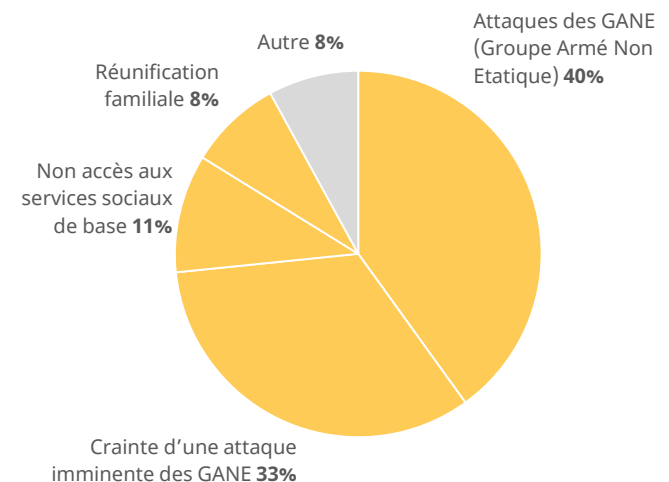


31% Personnes âgées en besoin d'assistance

Top 10 des principaux incidents de protection | 2022



Causes principales des mouvements de population Janv. – Févr. 2023



Janvier – Février 2023

Résumé régional – suite

Faits marquants (janvier – février 2023)

- Les attaques des GANE et la crainte des attaques imminentes restent, à presque 75 %, la cause principale des déplacements dans la région.
- La VBG continue d'avoir un impact dramatique sur les filles et les femmes. Plus de 18% des personnes interrogées indiquent avoir connaissance des cas de VBG au sein de leur communauté pendant le mois passé. De plus, beaucoup de cas ne sont pas documentés du fait de l'absence de système fiable et sécurisé de signalement.
- Le manque d'autonomie des femmes constitue un risque majeur, et le recours au mariage forcé/précoce demeure le problème principal signalé au sein des communautés.
- Le monitoring indique un risque croissant de violences intercommunautaires liées à l'accès à la terre et la compétition pour les ressources naturelles dans les zones rurales, soulevé par plus de 50 % des répondants.
- La fermeture ou non-fonctionnement des établissements d'enregistrement civil, surtout dans les zones enclavées et de conflits, entrave l'accès aux services sociaux de base. Presqu'un tiers des enfants n'auraient pas accès aux extraits de naissance, exposant en particulier les familles déplacées, retournées et rapatriées à des risques de protection, y compris le risque d'apatridie.
- L'insécurité a un effet catastrophique sur les enfants. Plus de la moitié des enfants dans les communes couvertes par P21 ne peuvent pas aller à l'école. De plus, ils sont exposés à des formes graves de violations dont leur recrutement/utilisation par les GANE.
- L'alimentation reste le besoin prioritaire des communautés, évoqué par un tiers des répondants. Un ménage sur dix est contraint à recourir à des stratégies néfastes telles que déscolariser ou faire mendier les enfants, se prostituer et/ou réduire les dépenses de santé.

Le Projet 21 (P21)

Le Projet 21 est un écosystème d'outils de Monitoring de Protection harmonisés, inter-agences et multi-pays, pour analyser régulièrement la situation et les risques de protection dans quatre pays du Sahel (Burkina Faso, Mali, Niger, et la région du Lac au Tchad). La collecte de données auprès des communautés affectées est réalisée à travers des entretiens avec des informateurs clés et des chef(fe)s de ménage au sein des populations déplacées et des communautés hôtes. Les données sont collectées mensuellement dans les villages par des moniteurs de protection et par téléphone dans des zones non-accessible physiquement. **En 2022**, les moniteurs de P21 ont administré presque **15 000** entretiens dans **2 400** communes de la région. L'analyse de la période couverte par cette note se base sur un total de **1 695** entretiens en **janvier et février 2023** au Burkina Faso, Mali et Niger. Pour le Tchad, les données collectées en 2023 ne sont pas encore disponibles.

Couverture P21 | 2022-2023



Résumé d'indicateurs clés de protection

	Protection de l'enfance	17% d'incidents liés au travail et exploitation forcée des enfants	17%
	Violence basée sur le genre	19% des femmes signalent le mariage forcé ou précoce comme le principal problème du genre	19%
	Personne à besoins spécifiques	20% des répondants ont signalé la présence d'enfants non-accompagnés sans soutien dans la communauté	20%
	Services de base	33% n'ont pas accès à l'eau potable	33%
	Protection légale	34% des enfants n'ont pas d'accès aux extraits de naissance	34%
	Protection transversale	41% ne connaissent pas des mécanismes de feedback	41%
	Logement, terre et propriété	43% signalent des conflits fonciers entre agriculteurs et éleveurs	43%
	Mouvements de populations	87% de mouvements sont directement liés au conflit	87%

Janvier – Février 2023

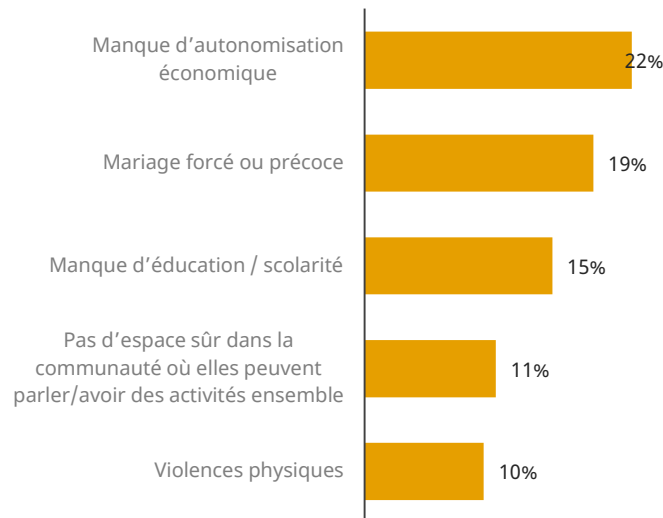
Burkina Faso

Dynamique du conflit

Depuis le dernier trimestre de l'année 2022, les violations de droits humains documentées n'ont cessé d'augmenter, notamment à la suite de l'enrôlement de plus de 80 000 nouveaux volontaires pour la défense de la patrie (VDP) associés aux forces de défense et de sécurité (FDS). Cet enrôlement massif a entraîné une intensification des attaques notamment ciblant les villages et les communautés d'origine des VDP. Les VDP ont néanmoins été identifiés comme auteurs de violations à l'encontre de populations civiles, notamment de VBG sur des femmes et à l'encontre d'hommes qu'ils suspectent de complicité et/ou d'appartenance aux GANE.

L'extension du conflit vers de nouvelles régions constatée depuis le second semestre 2022, s'est poursuivie. L'ensemble des régions frontalières du Burkina Faso sont particulièrement affectées par la violence armée, causée par l'activisme croissant des GANE et la multiplication des opérations de sécurisation du territoire menées pour y remédier.

Top 5 des problèmes touchants les femmes et les filles | Moyenne Janv. – Févr. 2023



Principaux incidents et menaces

Les principaux incidents relevés en ce début d'année sont liés à la violence basée sur le genre, aux atteintes au droit à la propriété, aux atteintes au droit à la vie, ainsi qu'aux atteintes à la liberté et à la sécurité de la personne (enlèvements). Ces incidents sont à la fois causes et conséquences de l'exacerbation des déplacements forcés identifiés dans 11 des 13 régions couvertes par le Monitoring de P21. Les informateurs clés et ménages enquêtés au cours du premier trimestre indiquent notamment que les attaques et les craintes d'attaques des GANE sont les principales raisons des déplacements internes et transfrontaliers.

Impact des incidents de protection

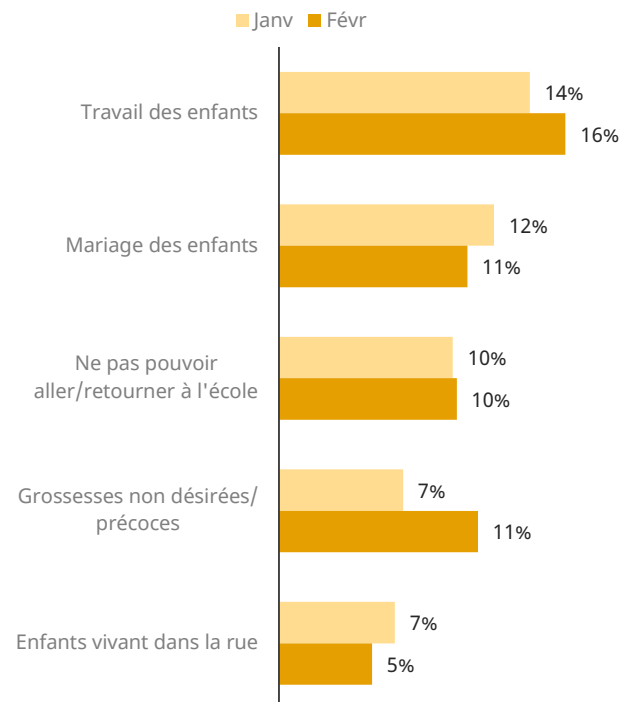
La majorité des déplacés sont issus de milieux ruraux et convergent vers les villes. Ces PDI sont alors dépourvues de leurs moyens de subsistance principalement relatifs aux activités agro-pastorales. Ces PDI se retrouvent exposées à davantage de risques de protection dans les milieux urbains, où l'augmentation de la population causée par le déplacement accentue les pressions sur les services essentiels et les ressources naturelles qui étaient déjà limitées.

Réponse/Accès aux services

Les capacités de réponse des acteurs de Protection, par exemple en services spécialisés en réponse aux VBG et aux violations graves des droits des enfants, sont insuffisantes. Alors que les besoins augmentent, de nombreux services publics ont dû fermer dans les zones les plus affectées par l'insécurité. La faiblesse et les limites des services publics toujours fonctionnels causent des difficultés d'accès qui impactent la cohésion.

Les communautés enquêtées ont mis en évidence le manque d'espaces sûrs pour les femmes et les enfants. Parallèlement, l'absence de réponse humanitaire constitue un motif de déplacement secondaire, voire de retour spontané, sporadique et précaire, selon les communautés réfugiées et PDI enquêtées.

Evolution du top 5 d'incidents de protection touchant les enfants | Janv. – Févr. 2023



Mali

Dynamique du conflit

En janvier/février 2023, le Cluster Protection au Mali a enregistré 1 084 violations, comparées à 1 154 violations de droits humains à la même période en 2022.

A Mopti, en plus des incidents liés aux Engins Explosifs Improvisés, la présence visible des GANE constitue une menace contre la liberté de culte, au village de Douna pen (pour plus d'information, voir note sur la situation de protection de janvier).

A Tombouctou, les GANE sont sollicités dans le cadre de règlement des différends au sein des communautés. Leurs préceptes s'imposent également aux écoles. L'école primaire de Tonka a pu rouvrir mais les règles shara'iques extrêmes ont été imposées.

A Gao, Ménaka et Kidal, des tentatives d'assassinats/enlèvements contre les commerçants, les opérateurs économiques et responsables communautaires par les GANE sont rapportés (voir note de protection de janvier).

A Ségou, la population civile reste exposée aux hostilités entre les GANE et les FAMA. Les attaques qui visent les positions des FAMA et les engins explosifs contre les convois militaires affectent la population civile.

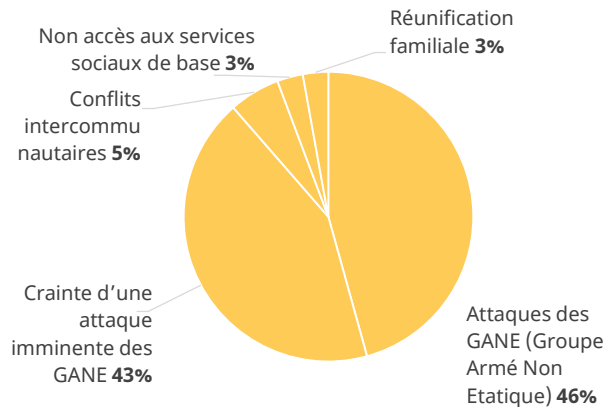
Impact des incidents de protection

Les activités socio-économiques des communautés sont fragilisées suite aux braquages, extorsions, vols de bétail et au prélèvement de taxes illégales par les GANE.

- Soumission des communautés aux GANE, sollicités dans le cadre de règlement des différends au sein des communautés
- Fermeture des écoles

Causes principales des mouvements de population

Moyenne Janv. – Févr. 2023



Principaux incidents et menaces

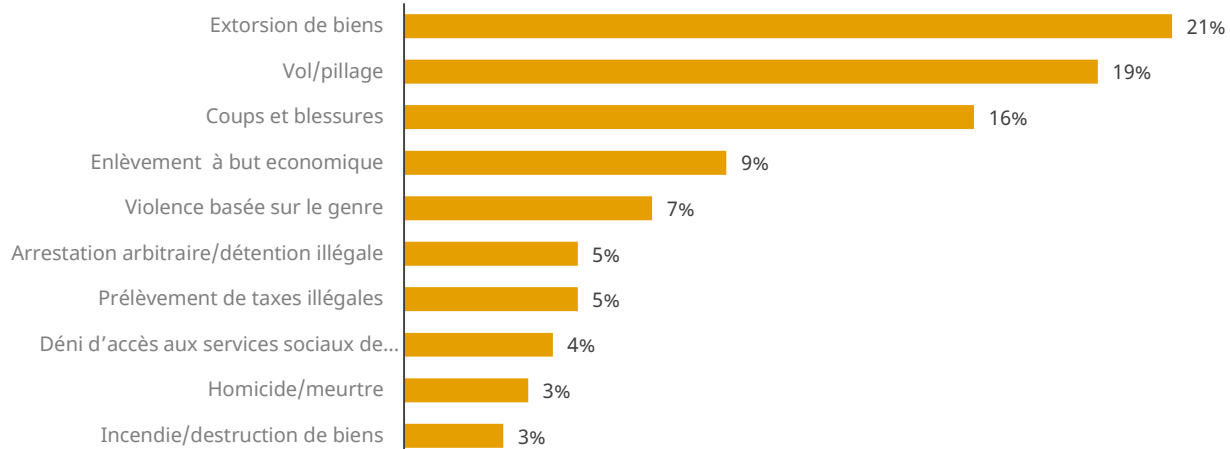
Les principaux incidents relevés en ce début d'année au Mali sont liés aux VBG, à l'activisme des GANE contre les services sociaux (attaques contre les écoles), les engins explosifs, l'enrôlement des enfants dans les groupes armés. La multiplication des attaques contre les populations civiles sur les axes routiers et à l'intérieur des villages entraînent d'importantes violations : atteintes aux droits à la vie, à la liberté et à la sécurité de la personne et aux droits à la propriété.

Les menaces des GANE ont entraîné des mouvements de population : mouvement de 400 ménages de la localité N'Tillit vers Gao et Tombouctou.

Réponse/Accès aux services

Les réponses restent limitées, notamment les services d'assistance médicale, psychologique et juridique.

Top 10 des principaux incidents de protection | Moyenne Janv. – Févr. 2023



Janvier – Février 2023

Niger

Dynamique du conflit

On observe une recrudescence d'enrôlement/recrutement forcés des enfants, considérés comme des bras valides, par les GANE dans la région de Tillabéry. Ces enrôlements viseraient d'une part à compenser les effectifs perdus lors des affrontements avec les Forces de Défense et de Sécurité (FDS) dans les zones frontalières en fin d'année 2022 et d'autre part à maintenir une pression psychologique sur les familles et communautés. La région note aussi une augmentation des VBG liée à une nouvelle dynamique des GANE, visant à contraindre les femmes/filles encore célibataires à se marier dans un délai fixé par un ultimatum.

Sur la bande frontalière de la région de Maradi, on observe une hausse des enlèvements d'enfants contre demande de rançons par des GANE.

Bien que peu documentés pour l'instant, on relève des mouvements transfrontaliers entre le Burkina-Faso/Niger et Nigeria/Benin en ce début d'année, dans un contexte de repli des GANI dans les zones frontalières.

La région de Dosso, où les violences s'étendent vers des zones auparavant paisibles, relève une nouvelle menace sécuritaire.

Principaux incidents et menaces

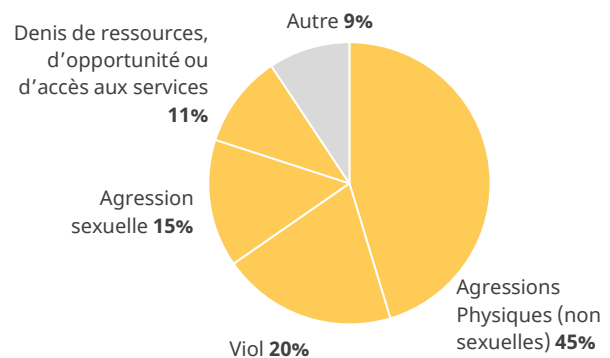
Les principaux incidents de protection sont liés aux VBG, notamment à l'augmentation de violence sexuelle liée à la situation sécuritaire / GANI. Par ailleurs, les kidnappings contre rançon sont récurrents et constituent une menace pour les enfants.

Impact des incidents de protection

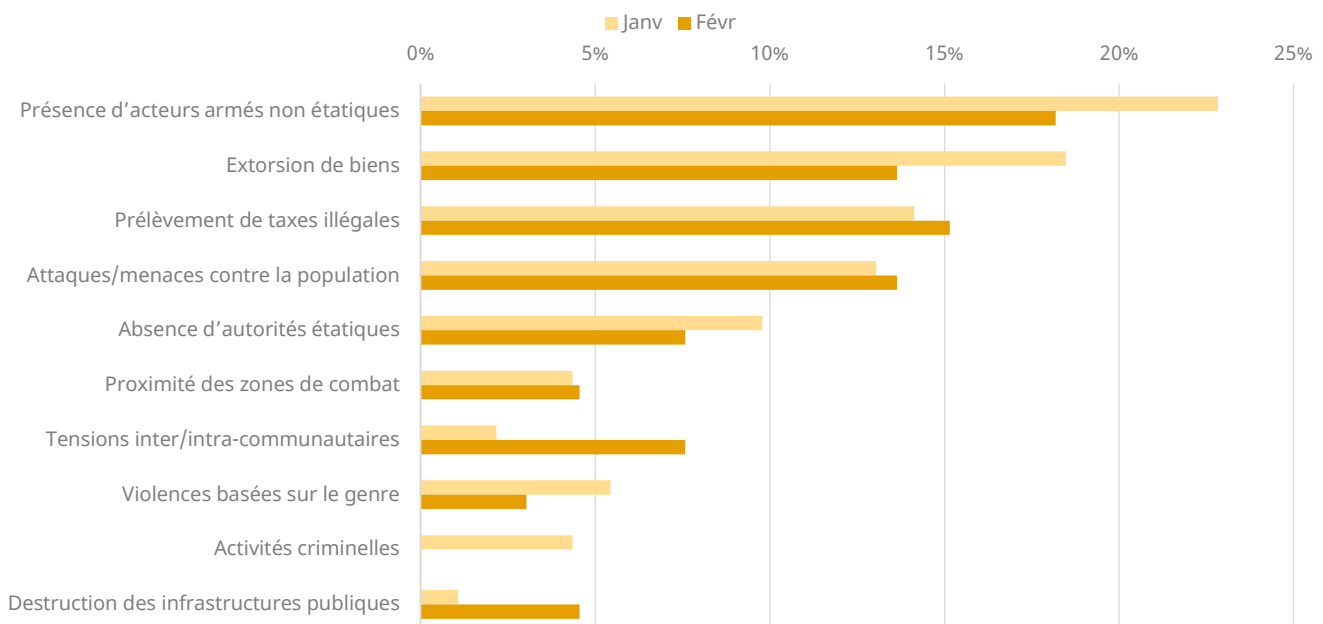
- Les femmes et les filles sont victimes de l'activisme des GANE
- Les enfants sont exposés à la menace de kidnapping des enfants utilisés dans les GANE ou pour obtenir des rançons.

Principaux types de violences subies

Moyenne Janv. – Févr. 2023



Evolution du top 10 des raisons principales du sentiment d'insécurité | Janv. – Févr. 2023



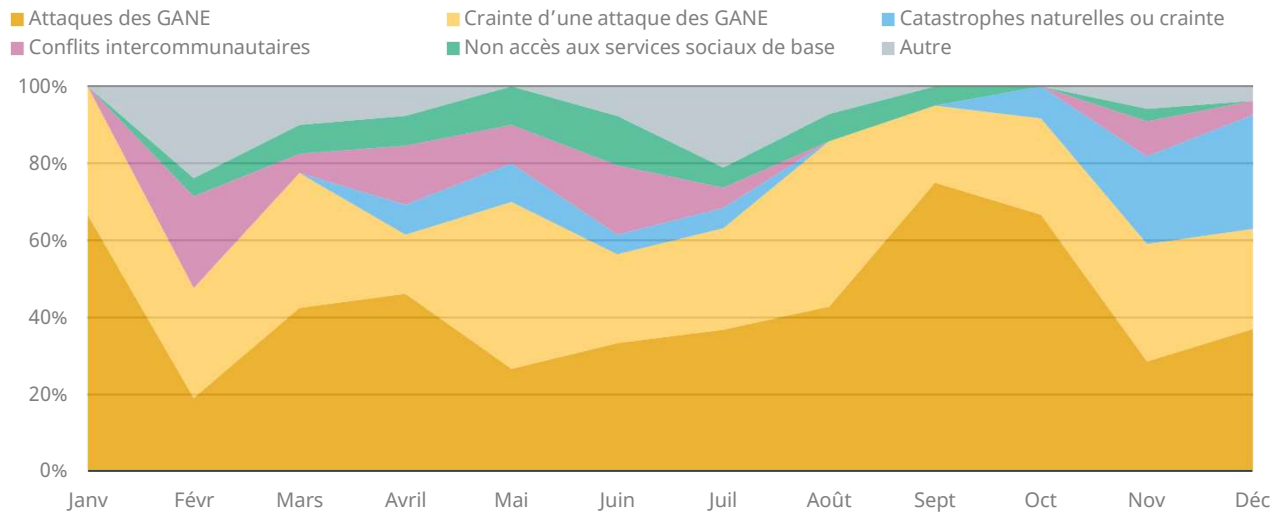
Tchad

Dynamique du conflit

L'année 2022 a été marquée par une extension du conflit des zones frontalières vers les espaces urbains. On relève par exemple une recrudescence de 20% des incidents à Bol.

Au dernier trimestre 2022, les inondations fluviales ont conduit à de nouveaux déplacements. Une assistance continue d'être apportée aux sinistrés. Les déplacements depuis octobre 2022, liés aux changements climatiques, sont plus économiques que sécuritaires tandis que les incidents de janvier à octobre, sont principalement liés à l'activisme des GANE. En outre, l'intensification des opérations militaires peut également expliquer la baisse des incidents liés à la sécurité.

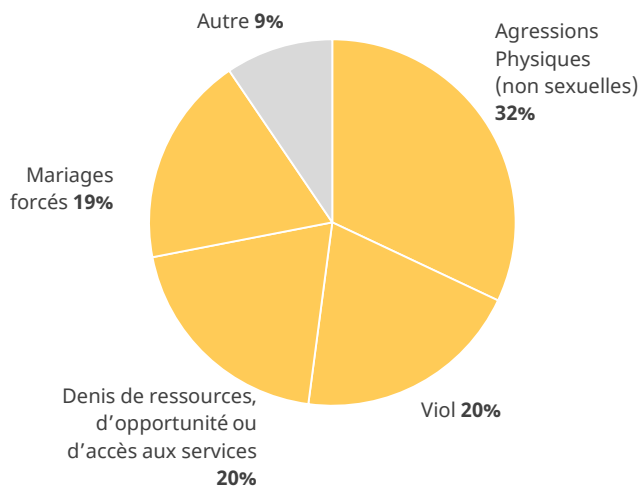
Causes principales des mouvements de population | Janvier-Décembre 2022



Principaux incidents et menaces

Le monitoring de protection relève des incidents de types enlèvement, travail des enfants, mariage des enfants, enfants non accompagnés, et les violences basées sur le genre.

Principaux types de violences subies | Moyenne 2022



Impact des incidents de protection

Les enfants, les enfants non accompagnés et séparés, et les femmes sont les principales victimes des incidents de protection.

- Les enfants sont séparés de leur famille lors des déplacements, et recrutés dans les GANE.
- Les agressions physiques constituent le type de VBG le plus courant dont sont victimes les femmes dans la province du Lac.

Réponse/Accès aux services

L'accès aux services sociaux de bases demeure difficile à cause de l'éloignement et des coûts médicaux. Du point de vue sanitaire, il existe des cliniques mobiles pour rapprocher les populations des services de santé.

Les programmes scolaires sont de plus en plus pris en charge par les acteurs humanitaires.

En réponse au recrutement et endoctrinement des enfants dans les GANE, des programmes de prise en charge psychosociale pour les familles des enfants et les enfants libérés sont mis en œuvre. Le centre de transit pour la rééducation/réinsertion des enfants joue un rôle majeur dans la réponse.